

URGENCE TOUS LES HÔPITAUX PUBLICS DES YVELINES EN DANGER

Nous, citoyens, usagers, associations, syndicats, médecins, élus du département des Yvelines avons décidé de nous rassembler pour combattre la casse annoncée du service public hospitalier de qualité et de proximité. Après avoir participé à diverses réunions publiques, consulté les usagers avec signature de pétitions, nous avons décidé, collectivement, d'appeler la population des Yvelines à un mouvement de protestation départemental.

ON VEUT NOUS FAIRE CROIRE QUE L'ON SERA MIEUX SOIGNÉ !

Décidée par la loi Touraine, la mise en place des GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire) impose aux établissements hospitaliers publics de réorganiser les spécialités médicales pour réaliser des économies ! Cela détériorera la qualité de prise en charge des usagers et les conditions de travail de l'ensemble des personnels hospitaliers.

Les hôpitaux des Yvelines n'échappent pas à la règle, en sachant que l'obligation d'adhérer à un GHT pour chaque établissement sanitaire modifie radicalement le pilotage des activités de soins.

La loi santé de Mme Touraine c'est :

- **moins 25 milliards** sur la protection sociale (santé, retraite, famille, vieillesse, minima sociaux...)
- **moins 11 milliards** rien que sur la santé
- **moins 3 milliards** d'ici 2017 rien que pour les hôpitaux publics
- **moins 870 millions** sur la masse salariale = **22 000 suppressions d'emplois immédiates** = **22 000 personnes en moins auprès des malades et des personnes âgées.**

Tous les hôpitaux publics sont concernés. La mise en place des GHT aura des conséquences graves:

- **dégradation de l'accès aux soins et de la qualité de l'accueil**

- **éloignement des lieux de soins**
- **aggravation des délais d'attente de prise en charge**
- **fermeture de nombreux services.**

16 000 suppressions de lits et 22 000 diminutions de postes hospitaliers sont programmées nationalement!

Le personnel est exténué.

Et on veut nous faire croire que l'on sera mieux soigné!

De nombreux jeunes, de nombreuses personnes âgées, des personnes démunies, renoncent aujourd'hui à se soigner pour des raisons d'éloignement, de coût...

C'est inacceptable!

Notre demande est fort simple, profondément humaine et d'une grande modernité:

«quel que soit notre âge, quelles que soient nos ressources, quelle que soit la gravité de notre état de santé, parce que nous les finançons, nous réaffirmons notre exigence légitime d'avoir un accès gratuit à des soins diversifiés et de qualité au sein de l'hôpital public le plus proche.»